



reportage

l'île aux enfants perdus

A **Mayotte**, dernier-né des départements français, un habitant sur deux a moins de 17 ans. Parmi eux, de nombreux enfants survivent, sans droits ni ressources, dans la misère la plus totale. Zoom sur un scandale oublié, noyé dans l'océan Indien.
par Olivia Müller photo David Lemor pour Les Inrockuptibles





Enfants jouant dans
une décharge sauvage
du village de Kawéni



reportage

L'une des rares fontaines de Kawéni. Les habitants viennent s'y approvisionner en eau et y faire leur toilette et leur lessive



ci, c'est Voyoulant, prévient Scott, 23 ans, avec un sourire en coin. Partout dans l'île, on décrit les jeunes de Kawéni comme des voleurs et des délinquants. Mais personne ne nous connaît, personne ne vient nous voir, personne ne sait réellement ce qui se passe ici." Au même moment,

Amadou, Anis et Sékou¹, 12 ans, dévalent les ruelles du village, situé à deux kilomètres de Mamoudzou, le chef-lieu de Mayotte. Sous un soleil de plomb, ils se hâtent vers l'unique décharge de la zone. Comme chaque matin, ils éventrent d'énormes sacs d'ordures. En quelques minutes, les déchets sont soigneusement étalés au sol. En quelques secondes, le tri est fait. Les bras chargés de restes de vivres et de produits d'entretien, ils n'ont plus qu'à remonter la pente, direction les hauteurs de Kawéni, dans le plus grand bidonville de France.

sans eau courante ni nourriture

Comme Amadou, Anis et Sékou, des centaines d'enfants et d'adolescents y survivent seuls, sans électricité, sans accès à l'eau courante et sans nourriture, entassés dans des bangas, petits baraquements en tôle. Même si quelques oncles, tantes ou amis font office d'"adultes référents", ce sont les aînés, parfois tout juste âgés de 8 ou 10 ans, qui assurent ravitaillement, lessive et éducation des plus jeunes.

Tous les matins, ils doivent redescendre la colline pour aller remplir leur jerrican à l'unique point d'eau potable : une fontaine payante qu'il faut créditer à l'aide de cartes vendues 13 euros l'unité. Un tarif inaccessible pour bon nombre d'entre eux. Alors, les enfants font cagnotte commune et se lavent dans la rivière, pourtant infestée de monceaux d'ordures. Pour échapper aux eaux polluées, la plupart des enfants et des adolescents, chaussés de leurs "24" (des tongs, portées "24 heures sur 24, 7 jours sur 7"), remontent le cours d'eau, toujours plus haut. En se tirant à bout de bras, ils escaladent des sentiers escarpés, boueux et glissants. Au moindre faux pas, ils risquent une chute de plusieurs centaines de mètres. Un exercice vertigineux qui horripile Scott : "Si seulement la commune et l'Etat pouvaient aménager la rivière, ou au moins enlever les déchets, ça serait cool. Quand j'étais petit, on pouvait se baigner au milieu des crevettes, des anguilles et des oiseaux. Maintenant, c'est invivable. Et souvent, il y a des drames."

Perché sur un rocher, Moustoifa, 28 ans, père de sept enfants, boit une bière, les yeux perdus dans le vide. Il commente : "Il n'y a aucune protection aux abords de cette rivière." Entre deux gorgées et de longs silences, il finit par raconter que sa fille de 4 ans a été emportée par une coulée de boue il y a quelques mois. Il s'est alors tourné vers la mairie pour crier sa colère.

"Quand mon enfant est mort, ils m'ont pris pour un imbécile. Ils ne m'ont rien dit. Personne n'a réagi. On m'a simplement tendu un certificat de décès. Puis, pendant des semaines, ils m'ont répété qu'ils me rappelleraient. J'attends toujours de leurs nouvelles." En observant les enfants en contrebas, il conclut : "C'est la maison France ici, mais les jeunes n'ont rien. Ils sont en souffrance."

"sur le territoire français, des gamins meurent de misère"

A Mayotte, 101^e département français depuis 2011, un habitant sur deux est âgé de moins de 17 ans (pour une population totale de plus de 212 000 habitants). Parmi eux, on estime officiellement à plus de 3 500 le nombre de mineurs isolés. Mais ils sont "sans doute beaucoup plus", indique Philippe Duret, directeur général de Tama, la principale association de lutte contre l'exclusion. "Combien y a-t-il réellement d'enfants en danger sur le territoire mahorais ? Je serais bien incapable de le dire. Personne ne le sait et personne ne semble vouloir le savoir."

Isolés, les enfants le sont d'abord parce que leurs parents, des Comoriens en situation irrégulière, ont été renvoyés, le plus souvent sur l'île d'Anjouan à soixante-dix kilomètres de Mayotte. Protégés contre l'expulsion du fait de leur minorité, les enfants ne sont pas pour autant pris en charge par les pouvoirs publics. Seuls, ils sont alors





Radji attend son ami Scott dans une rue de Kawéni

contraints à l'autosubsistance, pour une durée indéterminée. "C'est dur, cependant nos parents finissent toujours par revenir", explique fièrement Cliff¹, 15 ans, dont la mère a été expulsée il y a quelques semaines. Mais régulièrement, le retour n'intervient que des mois plus tard. Depuis l'instauration en 1995 du "visa Balladur" restreignant la libre circulation dans l'archipel des Comores, les parents n'ont en effet d'autre choix qu'un voyage clandestin, coûteux et périlleux, à bord de kwassas kwassas, des embarcations de fortune toujours davantage soumises aux contrôles de la PAF (police aux frontières).

Pour l'ensemble des acteurs de terrain, le maintien d'une politique migratoire "restrictive", "sécuritaire" et "jusqu'au-boutiste" est "une aberration" sur un territoire comme Mayotte, qui jouxte les Comores, classé selon son revenu national brut 26^e pays le plus pauvre au monde. "La présence française à Mayotte est une pompe à aspiration. Chacun la gère comme il peut. Mais, en attendant, les politiques conduites continuent de produire des orphelins", s'inquiète Jean-François Corty, responsable des missions France de Médecins du monde (MDM). Une situation jugée d'autant plus préoccupante que les politiques adoptées n'ont pas davantage permis d'enrayer la malnutrition aiguë qui touche environ 10 % des mineurs (selon les derniers chiffres de MDM, à paraître dans quelques jours),

"si seulement la commune et l'Etat pouvaient aménager la rivière, ou au moins enlever les déchets, ça serait cool" Scott, 23 ans

ni le taux de mortalité infantile quatre fois plus élevé qu'en métropole, ni le maintien d'un faible taux de couverture vaccinale, ni la résurgence d'épidémies, aggravées par l'absence de couverture sociale pour 75 % des enfants. Face à l'urgence sanitaire et sociale, Paul, pédiatre depuis plus de dix ans au Centre hospitalier de Mayotte, n'hésite plus à dénoncer : "Malnutrition, lèpre, tuberculose, déshydratation, maladies pulmonaires... Nous sommes confrontés à un ensemble de maladies de pauvreté. En clair, sur le territoire français, des gamins meurent de misère."

"furieuse et en colère contre les hommes, si absents à Mayotte"

Isolés, les enfants peuvent également l'être quand leurs parents résident à Mayotte. "Papa s'est barré." La phrase tourne en boucle. Restent les mères qui doivent élever seules d'imposantes

fratries. Dès l'adolescence, les aînés quittent le foyer familial "pour libérer de la place, et décharger. Le poids est trop lourd pour nos mères, qui n'ont souvent même pas de quoi nourrir les plus petits", explique Scott, parti de chez lui à 13 ans. Au mieux, les adolescents trouvent un parent de substitution. Au pire, ils survivent en solitaire. Amdhui¹, 17 ans, inscrit en bac professionnel au lycée de Cavani – quartier sud de Mamoudzou –, raconte, les yeux et la voix ravagés de tristesse, avoir dû abandonner ses six petits frères et sœurs : "Maman est malgache, elle ne peut pas travailler. Il n'y a que ma grand-mère qui fait des petits boulots, sur le marché de Mamoudzou. A la maison, il n'y a rien à manger. Il fallait que je parte..." Chaque jour, il revient voir sa famille pour tenter d'aider, tant qu'il peut. Mais désormais il dîne et dort chez son meilleur ami.

"Je suis profondément furieuse" ►





reportage



Dans les eaux insalubres, à quelques mètres de la mangrove de Kawéni

et en colère contre les hommes, si absents à Mayotte”, balance Bihaoi, lasse de voir “chaque matin des enfants qui dorment la tête sur le trottoir”. Comorienne, Bihaoi est arrivée à Mayotte en 1994. Bien qu’elle élève déjà cinq enfants, elle a accepté, comme beaucoup d’autres femmes, d’en recueillir un autre, un ami de son fils. D’une voix basse, elle enrage : *“Que fichent les pères sur ce territoire ? Où sont-ils ? Les femmes ne vont pas pouvoir élever tous les enfants seules. D’autant plus que l’enfant voit bien que la situation n’est pas normale.”* Ironie du sort, du nord au sud de l’île, ce refrain de Stromae, *“où t’es, papaoutai”*, transperce les murs de dizaines de bangas. *“C’est l’hymne de Mayotte”*, conclut avec malice un jeune passant.

bombe à retardement

“Cette jeunesse laissée à l’abandon est une bombe à retardement”, s’inquiète Mohamed Moindjié, directeur du Cnam local (Conservatoire national des arts et métiers) et adjoint au maire de Mamoudzou, chargé de l’aménagement du territoire, du logement et du déplacement. *“Alors qu’il serait temps d’instaurer des dispositifs d’urgence, partout, on laisse la jeunesse dans le dénuement le plus absolu. Qu’est-ce qu’on est en train de commettre ici ?”*, s’insurge Philippe Duret. En cause, la négligence de l’Etat qui tarde à mettre en œuvre un dispositif réel de prise en charge. *“La situation spécifique du département*

de Mayotte ne saurait exonérer les pouvoirs publics de leurs obligations, ni justifier le non-respect de l’intérêt supérieur de l’enfant du fait de considérations d’ordre politique”, dénonçait en février 2014 le Défenseur des droits Dominique Baudis. *“Particulièrement alarmé par la situation qui s’est ancrée à Mayotte”*, il adressait alors une lettre à Manuel Valls, soulignant l’absence de réactivité de l’Etat, qu’il avait pourtant appelé, un an plus tôt, à adopter *“sans délai”* un certain nombre de mesures d’urgence pour les mineurs *“démunis de tout droit et de toute ressource”*.

En cause également, la responsabilité du conseil général qui s’obstine à n’engager aucune politique d’aide à l’enfance. Au motif que *“cela risquerait de renforcer l’effet d’appel d’air”*, explique, atterré, le délégué du Secours catholique Christophe Vénien. Tandis que l’ensemble des départements français consacre en moyenne 60 % de leurs dépenses au secteur social et éducatif, le conseil général de Mayotte ne lui accorde qu’environ 4 % contre 80 % de frais de fonctionnement.

De part et d’autre de Mayotte, on pointe les conséquences calamiteuses de cet immobilisme : mesures éducatives insuffisantes, foyers d’accueil inexistant, absence de formations, établissements scolaires surchargés, associations, stades ou MJC fermés... Sur l’ensemble de l’île, le droit à l’éducation reste virtuel, et l’illettrisme

se maintient à 58 % des personnes en âge de travailler (Insee, 2012).

En réaction, François Hollande, de passage à Mayotte en août dernier, a promis l’élaboration du plan Mayotte Avenir 2025, une feuille de route pour les dix prochaines années, assortie d’un plan Jeunesse. *“Mayotte 2025, c’est la réussite”*, a-t-il proclamé... Une échéance jugée bien trop lointaine par l’ensemble des acteurs de terrain.

“ça va exploser, rapidement”

“L’île est envahie de mineurs isolés, des enfants de plus en plus jeunes qui n’ont plus rien à perdre” et qui s’enfoncent *“dans une délinquance de survie”*, soulignait déjà en 2013 Yvette Mathieu, préfète chargée de mission auprès du Défenseur des droits. Pour Colombe, ancienne institutrice, aujourd’hui bénévole au Secours catholique, plus de doute : *“Ça va exploser, rapidement.”* A preuve, l’augmentation continue des cambriolages, effectués à 93 % par des mineurs – en matière de faits élucidés – selon le bilan sécurité 2013 de la préfecture de Mayotte, l’explosion de la consommation par les plus jeunes du “chimique”, une drogue de synthèse locale dévastatrice, et le développement, aux alentours des établissements scolaires, de gigantesques rixes intervilleageuses.

Armés de machettes, de barres de fer et de morceaux de bois, enfants et adolescents se battent avec rage.





ironie du sort, “où t’es, papaoutai”, le refrain de Stromae, est devenu l’hymne de Mayotte

“Rien ne peut nous calmer. Il faut nous aider, rugit Bounou¹, 17 ans. C’est le chômage et l’ennui qui créent la délinquance. Et ça, ça relève de la responsabilité de l’État, pas de la nôtre.” A Mayotte, seuls 13% des jeunes de 15 à 29 ans occupent un emploi (contre 47% en métropole, selon le rapport de l’Insee de 2014). Adams, 20 ans, sans formation ni profession, explique : “C’est l’enfer ici, tu n’as rien à faire. A toute heure, tu es assis, et tu attends que quelque chose se passe. Alors, tu finis par t’endormir. En réalité, il faut que je dorme tout le temps sinon ça se passe mal, et je pense à de mauvaises choses.”

Inscrite au programme de rescolarisation du Secours catholique, Hadidja, 18 ans, ajoute : “Les jeunes

ici sont en train de crever, sérieusement. Ils se battent, cambriolent, se droguent parce qu’ils n’ont rien d’autre à faire. Mais tout le monde s’en fiche, tout le monde ferme les yeux.” Alors que la situation s’aggrave, pour Nicolas Roinsard, sociologue spécialiste de l’océan Indien et maître de conférences à l’université de Clermont-Ferrand, la délinquance “est une conséquence directe de la violence sociale, une violence somatisée qui explose et se transforme en violence endémique. Comment les jeunes mahorais peuvent-ils exister dans cette société ? Ils ont compris qu’ils avaient une place en créant de l’insécurité. A travers la violence, ils ont opéré une inversion symbolique du rapport de domination. Ils ont découvert qu’ils pouvaient régner en patrons.”

En attendant 2025, pour noyer ennui et hargne, tous passent des journées entières à rapper dans les rues. Tout en se mitraillant de vannes toujours plus cinglantes à mesure que le soleil frappe, ils présentent leurs blazes, fièrement : Chocapic, Tchétchène Man, Royal Ganja... “Les rappeurs sont les seuls qui semblent avoir vécu et compris nos galères, alors on s’enfonce la tête dedans. C’est le seul moyen qu’on a trouvé pour appeler à changer l’avenir... Puisque pour l’instant, nous sommes les oubliés de la République”, conclut Scott, qui finit par en rire. ■

1. Le prénom a été modifié

ÉVÉNEMENTS FNAC

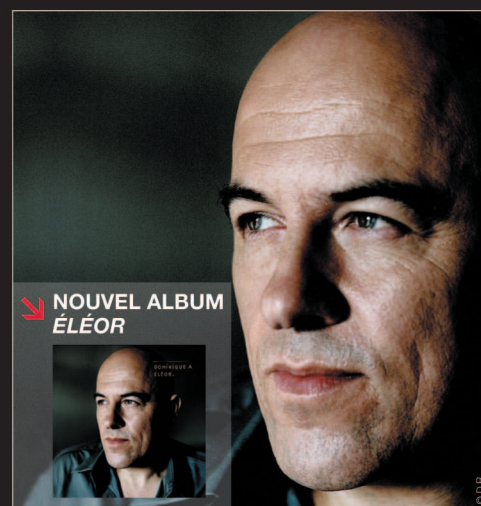
RENCONTRES ET SHOWCASES FNAC



ALAIN CHAMFORT
Rencontre-dédicace
pour son nouvel album éponyme
17 avril à 18h
Fnac Paris Montparnasse



BENJAMIN CLEMENTINE
Showcase pour son nouvel album
At Least For Now
24 avril à 18h - Fnac Paris Ternes



DOMINIQUE A
Rencontre-dédicace
pour son nouvel album Éléor
6 mai à 17h30 - Fnac Grenoble
12 juin à 17h30 - Fnac Saint Étienne

#RDVFNAC

Retrouvez tous les événements Fnac sur fnac.com/evenements

